Industrie Canada Industry Canada

Moniteur micro-économique

Premier trimestre de 2003

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique, Industrie Canada.
Le présent document est fondé sur les données connues au 17 juin et est également diffusé sur Internet, à
http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Canada

103-05652/

Table des matières

Aperçu A

Scène canadienne

Activité économique réelle B
Revenus C
Marché du travail D
Aperçu de la situation des secteurs E
Productivité et compétitivité F
Comptes internationaux G
Mouvements des prix H
Variables financières I
Finances publiques J

Aperçu

Le PIB réel augmente au premier trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 2,4 % (taux annuel) au premier trimestre après avoir progressé de 1,6 % au quatrième trimestre de 2002. Comme au quatrième trimestre, la demande intérieure est principalement à l'origine de cette hausse.

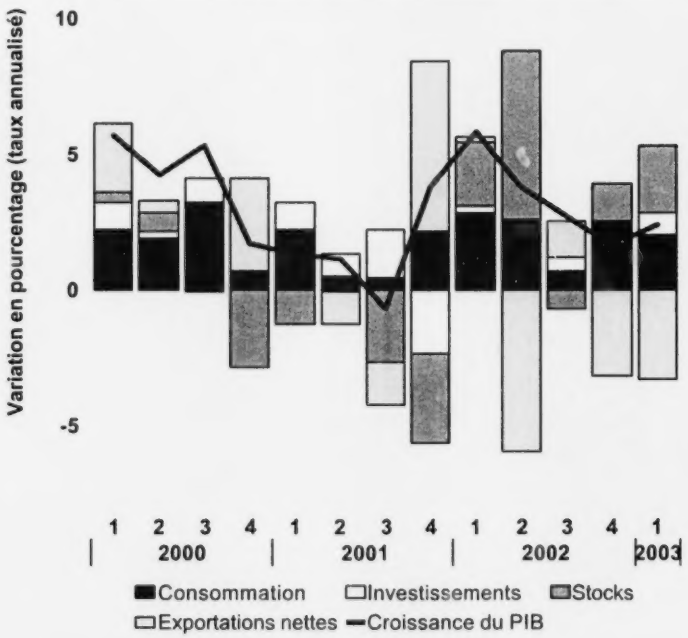
Les dépenses de consommation, les investissements résidentiels et l'accumulation des stocks, plus forte que prévu, sont les principaux facteurs responsables de cette augmentation, tandis que les exportations réelles et les investissements non résidentiels ont diminué. Les investissements dans les machines et le matériel ont augmenté après avoir reculé aux deux trimestres précédents.

Les bénéfices des entreprises sont en hausse pour un cinquième trimestre de suite. Toutefois, le revenu disponible réel a augmenté plus légèrement, résultat d'une création d'emplois plus lente et d'une inflation plus élevée au premier trimestre.

Le secteur de la fabrication est resté faible, ne progressant que de 0,4 % au premier trimestre. Durant les cinq premiers mois de 2003, il a supprimé 41 000 emplois.

Aux États-Unis, le PIB réel s'est accru de 1,9 %, après avoir gagné 1,4 % au quatrième trimestre. Le marché du travail reste faible aux États-Unis, ce pays ayant perdu 130 000 emplois de janvier à mai. Le taux de chômage a augmenté pour passer à 6,1 % en mai.

Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel*
(Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.

Source : Statistique Canada

La croissance devrait ralentir au deuxième trimestre

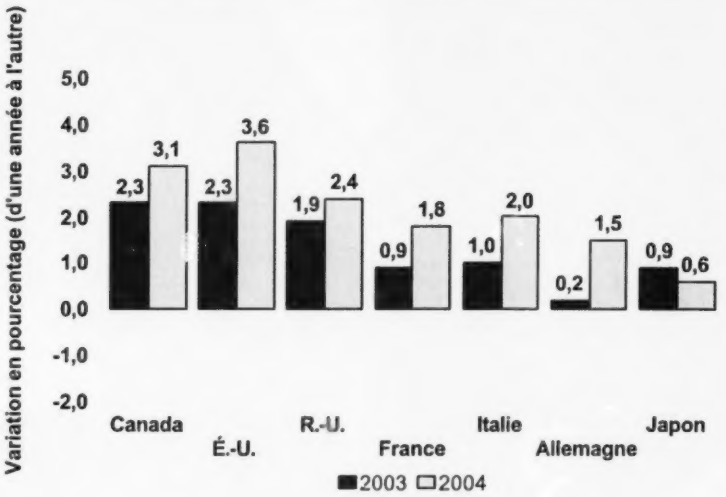
On prévoit que le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), la maladie de la vache folle, la montée du huard et la croissance en dents en scie aux États-Unis auront des répercussions négatives sur les perspectives de croissance au Canada au deuxième trimestre et peut-être même au troisième.

Par conséquent, les analystes ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance pour le Canada en 2003, soit de 3,2 % en janvier à 2,3 %.

Par ailleurs, la productivité du travail a diminué dans le secteur des entreprises pour un troisième trimestre d'affilée (-0,7 %), alors que celle des États-Unis a augmenté de 2,5 % au premier trimestre.

Comme le dollar frôle les 75 cents, que l'inflation diminue et que la croissance s'affaiblit, la Banque du Canada a décidé de garder intact son taux cible du financement à un jour, soit 3,25 %, au début de juin. Des majorations semblent peu probables à court terme.

Perspectives de croissance du PIB réel



Source : Consensus Forecasts (R.-U.), juin 2003
Consensus Economics Inc.

Scène canadienne

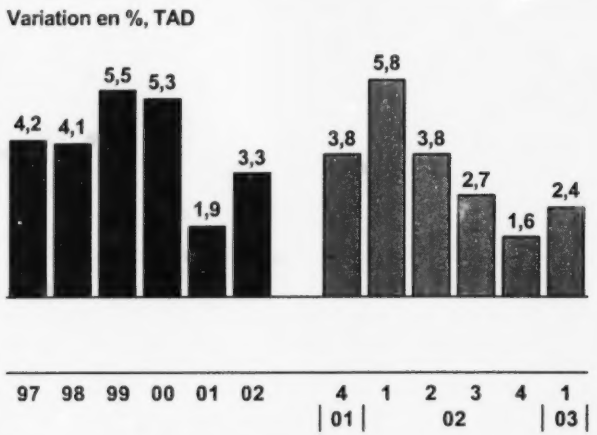
Activité économique réelle

L'économie reprend un peu de vigueur au premier trimestre...

Au premier trimestre de 2003, le PIB réel a augmenté de 2,4 % (taux annuel), comparativement à 1,6 % au quatrième trimestre.

- **L'accroissement des dépenses de consommation, des investissements résidentiels et des stocks a annulé la moins bonne performance des exportations canadiennes.**

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada

Aux États-Unis, le PIB réel s'est accru de 1,9 % au premier trimestre par rapport à 1,4 % au quatrième, à la faveur des dépenses intérieures en biens non durables, des investissements résidentiels et de la baisse des importations.

...grâce à la croissance des dépenses de consommation...

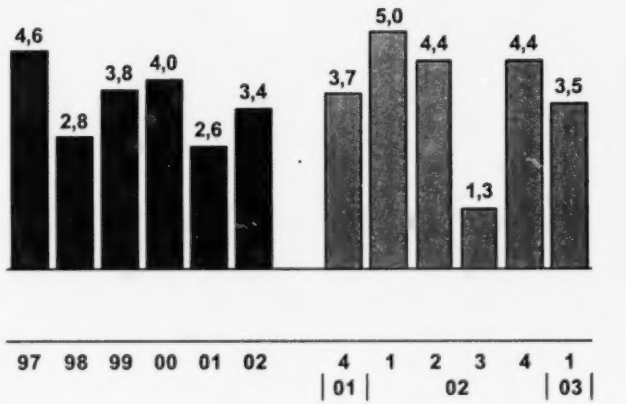
Après avoir progressé de 4,4 % au quatrième trimestre de 2002, les dépenses de consommation ont ralenti la cadence et se sont établies à 3,5 % au premier trimestre de 2003.

- **Les dépenses de consommation en biens durables ont fléchi puisque la demande de véhicules automobiles s'est affaiblie, alors qu'a été plus forte la croissance des dépenses en biens non durables (+5,2 %) et semi-durables (+5,5 %) tels que les vêtements, les aliments et l'électricité.**

- **Les dépenses en services ont connu une hausse de 3,7 % contre 2,2 % au quatrième trimestre.**

Croissance des dépenses de consommation réelles

Variation en %, TAD



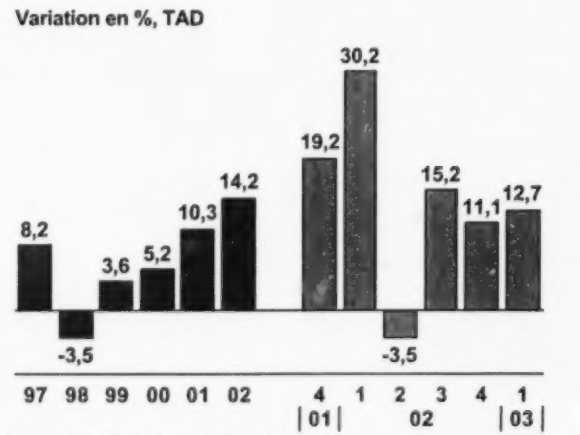
Source : Statistique Canada

...à l'énergique marché du logement...

Les investissements dans la construction résidentielle ont augmenté de 12,7 % au premier trimestre après avoir connu une hausse de 11,1 % au quatrième trimestre.

- **Les mises en chantier se sont emballées au premier trimestre, leur niveau moyen s'établissant à 222 300 unités. En février, on a recensé 254 900 mises en chantier, soit un sommet mensuel inégalé depuis 16 ans.**

Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

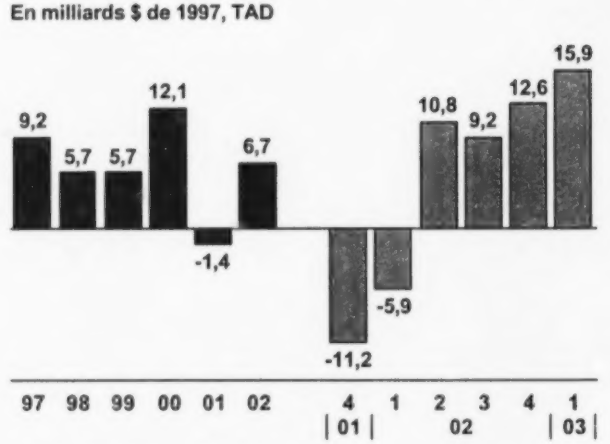
...et à l'augmentation des investissements dans les stocks

Les investissements dans les stocks non agricoles sont passés à 15,9 milliards de dollars au premier trimestre, soit une hausse par rapport à 12,6 milliards au quatrième trimestre.

- **Les industries de véhicules automobiles et de produits forestiers ont contribué largement à la hausse des stocks.**

Malgré une accumulation des stocks, la majorité des fabricants se disent satisfaits du niveau de leurs stocks selon la dernière enquête sur la situation des entreprises. Le ratio des stocks au chiffre d'affaires est passé de 0,67 aux environs de 0,71.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles

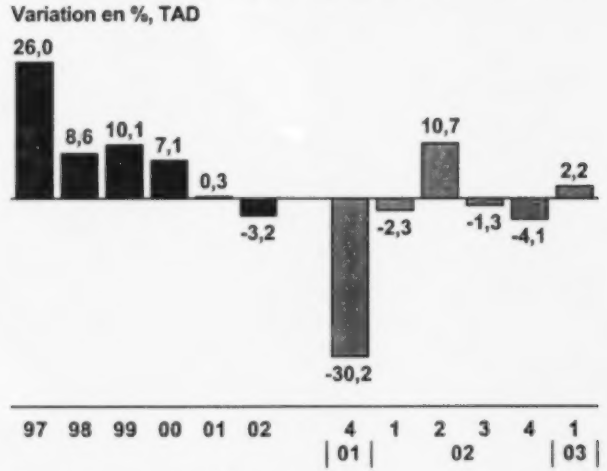


Source : Statistique Canada

Les investissements dans les machines et le matériel se redressent...

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) se sont accrues de 2,2 % au premier trimestre, après avoir connu des baisses pendant deux trimestres de suite.

Investissements réels dans les machines et le matériel



Source : Statistique Canada

...mais les exportations continuent leur descente...

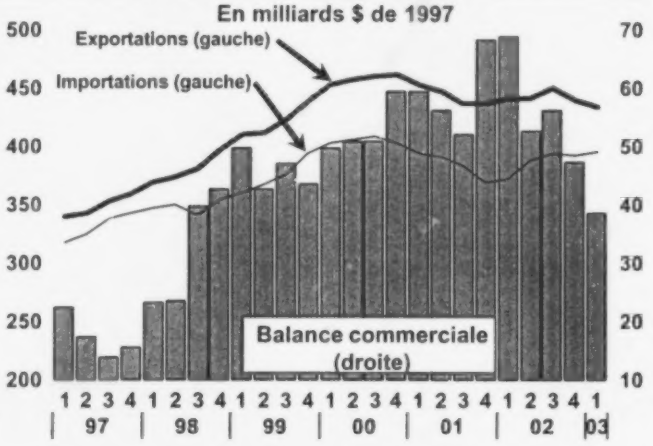
Les exportations réelles ont diminué de 5,7 % au premier trimestre, après avoir reculé de 8,7 % au quatrième trimestre.

- **Ce repli s'explique par la faible demande des États-Unis en machines et matériel ainsi qu'en biens et matériaux industriels.**

Les importations se sont accrues de 2,6 %, par opposition à une croissance de 1,4 % au trimestre précédent, ce qui s'est traduit par une baisse de l'excédent commercial.

- **Les produits de l'agriculture et de la pêche ainsi que les biens de consommation sont à l'origine de la hausse des importations, alors que les importations de produits automobiles n'ont pas changé.**

Exportations et importations réelles de biens et de services

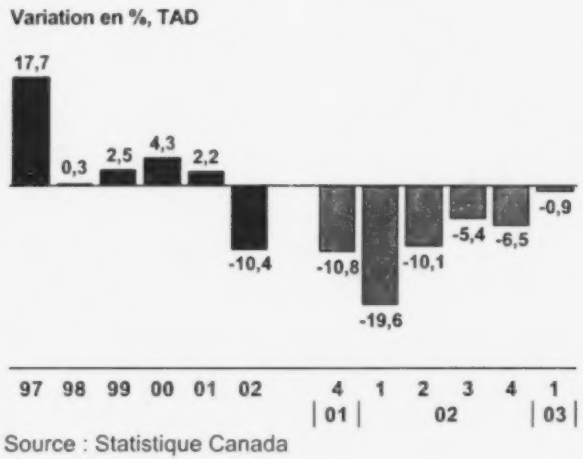


Source : Statistique Canada

...à l'instar de la construction non résidentielle

Au premier trimestre, la construction non résidentielle s'est de nouveau affaiblie, bien que dans une moins forte mesure. Il s'agit de la septième baisse trimestrielle consécutive.

Croissance de la construction non résidentielle réelle



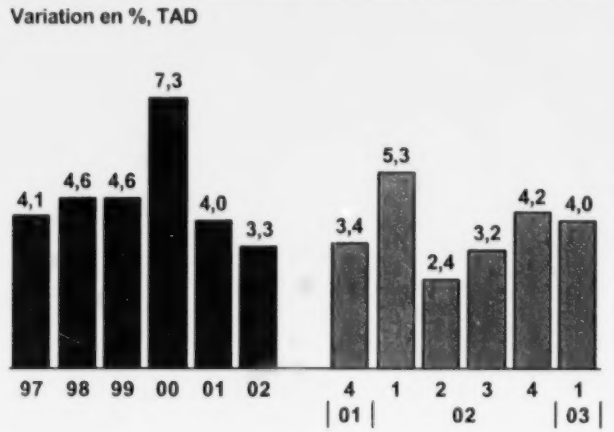
Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

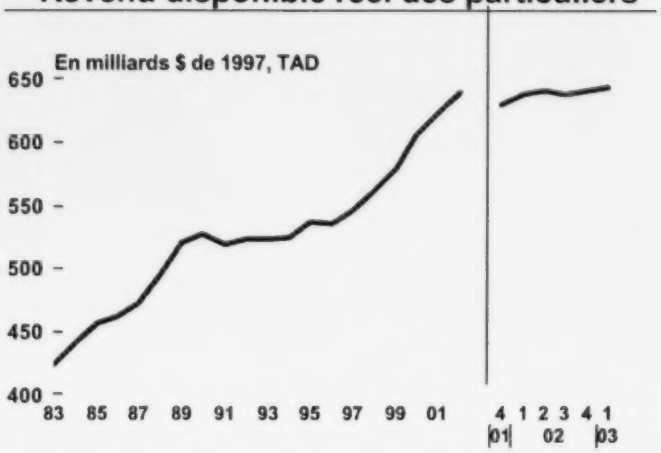
La croissance du revenu des particuliers conserve sa vigueur au premier trimestre...

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.
Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au premier trimestre, le revenu des particuliers s'est accru de 4,0 % (taux annuel), soit légèrement moins qu'au trimestre précédent (4,2 %). Néanmoins, il s'agit d'une septième hausse trimestrielle de suite. Cette légère décélération est le résultat d'une croissance moins vive du revenu du travail et des transferts gouvernementaux, laquelle est venue annuler les hausses importantes observées dans les bénéfices des entreprises non constituées en société ainsi que des transferts aux sociétés et aux non-résidents.

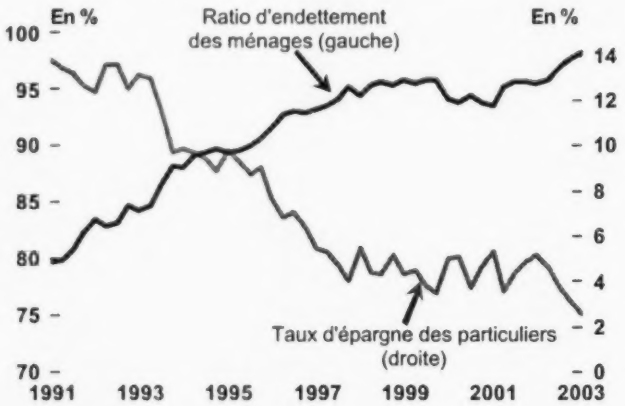
Le revenu disponible des particuliers a augmenté de 3,9 % contre 3,7 % au quatrième trimestre. Par contre, la croissance du revenu disponible réel des particuliers a ralenti, passant de 1,8 % au quatrième trimestre à 0,9 %.

...mais les ménages réduisent leur taux d'épargne

Comme les dépenses de consommation ne cessent de progresser plus vite que le revenu personnel disponible, le taux d'épargne des particuliers a fléchi pour un quatrième trimestre de suite, passant de 3,2 % à 2,6 % au premier trimestre.

Le ratio d'endettement des ménages a augmenté de 0,7 point de pourcentage pour se situer à 98,3 % -- une quatrième hausse trimestrielle consécutive -- puisque la dette à la consommation et la dette hypothécaire ont progressé plus rapidement que le revenu disponible des particuliers.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

Les bénéfices des entreprises continuent d'augmenter

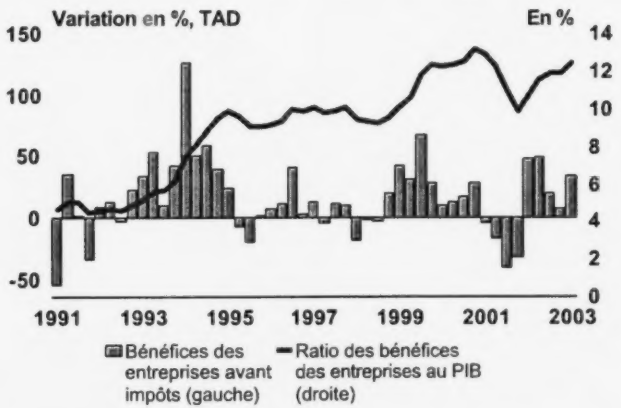
Les bénéfices des entreprises, qui sont montés en flèche (+34,0 %, taux annuel) au premier trimestre, ont battu le record établi au quatrième trimestre de 2000. Il s'agit de la cinquième hausse trimestrielle de suite.

- **Les gains observés au premier trimestre sont principalement attribuables à l'essor des bénéfices de l'industrie du pétrole et du gaz puisque les prix du pétrole brut, propulsés surtout par le récent conflit en Irak, les problèmes d'approvisionnement au Venezuela et l'hiver très rigoureux que l'on a connu en Amérique du Nord, se sont hissés à des niveaux inégalés depuis la guerre du Golfe en 1991.**

- **Les fabricants ont, eux aussi, déclaré des gains, surtout les fabricants de produits du pétrole et du charbon, de produits électroniques et d'ordinateurs.**

Pour une cinquième fois de suite, le ratio du PIB aux bénéfices a augmenté, passant de 11,9 % au quatrième trimestre à 12,5 % au premier trimestre de 2003.

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché du travail

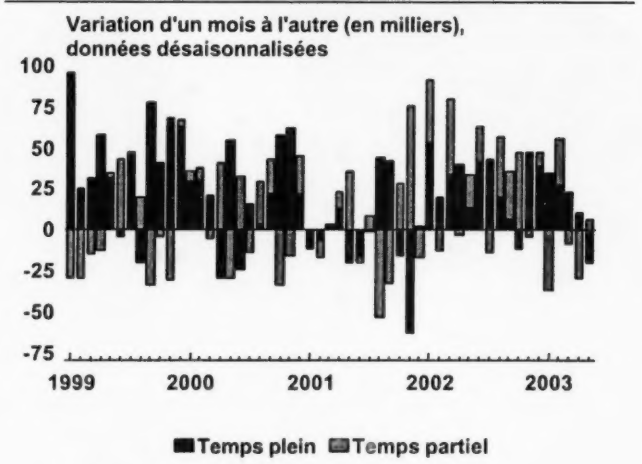
Le marché de l'emploi s'affaiblit depuis quelques mois...

En mai, on a compté 13 000 emplois de moins, tous des emplois à temps plein. C'est le deuxième mois d'affilée où l'on constate une baisse. Depuis le début de 2003, 35 000 emplois ont été créés, contre 249 000 pour la même période en 2002, ce qui n'est pas suffisant pour suivre le rythme de croissance de la population active.

- **La diminution du nombre d'emplois à temps plein (-20 000) est largement responsable du recul subi en mai, puisque le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté (+7 000). Toutefois, depuis le début de 2003, 76 000 emplois à temps plein ont été créés.**

La récente détérioration de la situation de l'emploi est, en grande partie, attribuable à la langueur de l'économie américaine et à la vigueur du dollar canadien. Les données pour mai ont été recueillies avant les dernières nouvelles concernant le SRAS et la maladie de la vache folle. On devrait observer les répercussions de ces événements dans les données de juin.

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

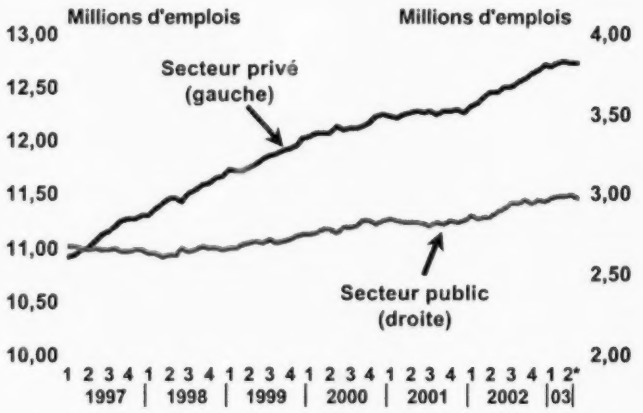
La situation de l'emploi est restée difficile aux États-Unis en mai. Le nombre d'emplois non agricoles a diminué de 17 000. La plus forte baisse a été constatée dans le secteur de la fabrication (-53 000), alors que le secteur des services a connu une légère hausse (+12 000). Le taux de chômage s'est accru de 0,1 point de pourcentage en mai pour se situer à 6,1 %.

...car la perte d'emplois dans le secteur public n'est qu'en partie annulée par la légère hausse de l'emploi dans le secteur privé

Sous l'effet d'une baisse de l'emploi dans le secteur public (-15 000) en mai, le nombre d'emplois rémunérés a diminué (-12 000), tandis que le nombre d'emplois du secteur privé a augmenté (+3 000). Toutefois, le secteur public est à l'origine de 19 000 des 28 000 nouveaux emplois rémunérés recensés durant les cinq premiers mois de 2003. Pour sa part, le secteur privé compte 9 000 emplois de plus.

Bien que l'on compte 2 000 emplois autonomes de moins en mai, depuis le début de 2003, il existe 7 000 emplois autonomes de plus.

Emploi : secteur privé et secteur public



*Seuls les mois d'avril et de mai sont inclus dans les données pour le deuxième trimestre de 2003.

Source : Statistique Canada

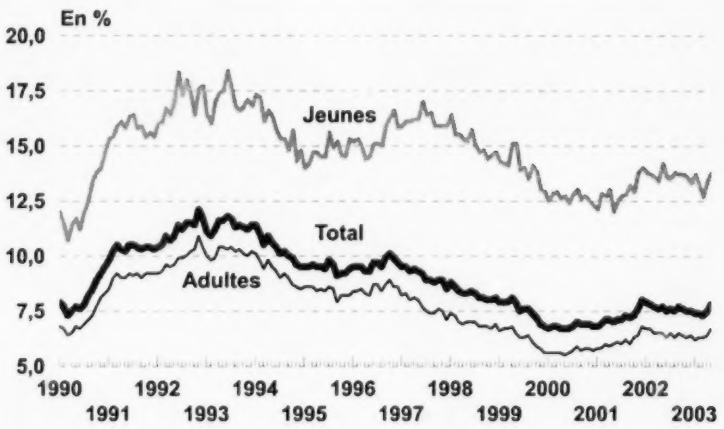
Jumelée à une diminution de l'emploi, la hausse de la population active pousse le taux de chômage à 7,8 %

Le taux de chômage s'est accru de 0,3 point de pourcentage pour se fixer à 7,8 % en mai, soit seulement 0,2 point de pourcentage de moins que le sommet enregistré en décembre 2001 — 8,0 %.

- **L'amélioration de la conjoncture économique a incité un plus grand nombre de Canadiens à entrer sur le marché du travail, ce qui a, en partie, annulé l'effet positif de la création d'emplois sur le taux de chômage. Les récentes pertes d'emplois ont accentué les pressions à la hausse que la croissance de la population active exerce sur le taux de chômage. Parallèlement, le taux d'activité se maintient à un niveau très élevé (67,5 %) selon les données historiques.**

En mai, les jeunes ont perdu 3 000 emplois, ce qui laisse un total de 2 000 nouveaux emplois à temps partiel pour les cinq premiers mois de 2003. Le taux de chômage chez les jeunes a donc augmenté de 0,4 point de pourcentage pour se fixer à 13,8 %. Chez les adultes, le taux de chômage s'est redressé de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 6,7 %.

Taux de chômage



Source : Statistique Canada

La moitié des provinces font état d'une hausse de l'emploi en mai...

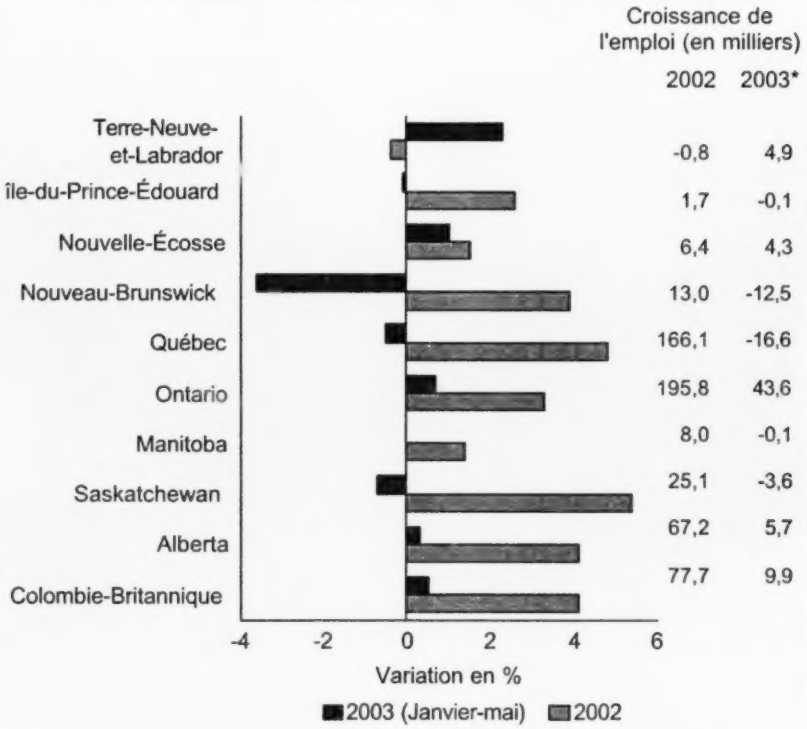
L'Alberta arrive en tête pour le plus grand nombre de nouveaux emplois (13 000) en mai. Les services sont à l'origine du plus gros de la croissance totale, grâce aux gains faits par les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale. Le Manitoba, la Saskatchewan, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard ont enregistré de faibles hausses.

Toutes les autres provinces ont subi des baisses, principalement le Québec (-9 000), le Nouveau-Brunswick (-9 000) et la Colombie-Britannique (-8 000).

Dans le secteur de la fabrication, les pertes d'emplois au Québec et en Ontario sont supérieures au total d'emplois perdus depuis le début de 2003.

Sauf pour Terre-Neuve (-1 000 emplois), toutes les provinces ont connu une vive croissance de l'emploi en 2002. Depuis le début de l'année, les gains les plus importants ont été recensés en Ontario et en Colombie-Britannique, alors que les pertes les plus grandes ont été subies par le Québec et le Nouveau-Brunswick.

Croissance de l'emploi par province



*Il s'agit de données cumulatives pour l'année 2003 (janvier-mai)
Source : Statistique Canada

D-4

...et le taux de chômage progresse partout, sauf à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard

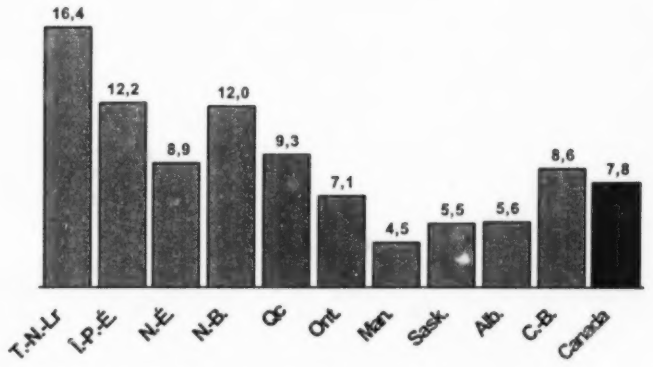
En mai, les pertes d'emplois ont fait grimper le taux de chômage dans la moitié des provinces, en particulier au Nouveau-Brunswick (+1,7 point de pourcentage, à 12,0 %) et en Colombie-Britannique (+0,5 point de pourcentage, à 8,6 %). Des hausses moins fortes ont été enregistrées en Nouvelle-Écosse, au Québec et en Ontario.

La croissance de la population active a été, en grande partie, responsable de la progression du taux de chômage au Manitoba (+0,2, à 4,5 %), en Saskatchewan (+0,1, à 5,5 %) et en Alberta (+0,1, à 5,6 %).

La hausse de l'emploi, jumelée à la baisse de la population active, a fait reculer le taux de chômage à Terre-Neuve (-0,9, à 16,4 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (-0,5, à 12,2 %).

Taux de chômage : mai 2003

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

Le secteur des biens connaît une croissance inégale

La production des industries de biens a augmenté de 3,2 % (taux annuel) au premier trimestre.

Le secteur de la fabrication, qui représente plus de la moitié des industries productrices de biens, a vu sa production croître de 0,4 % seulement.

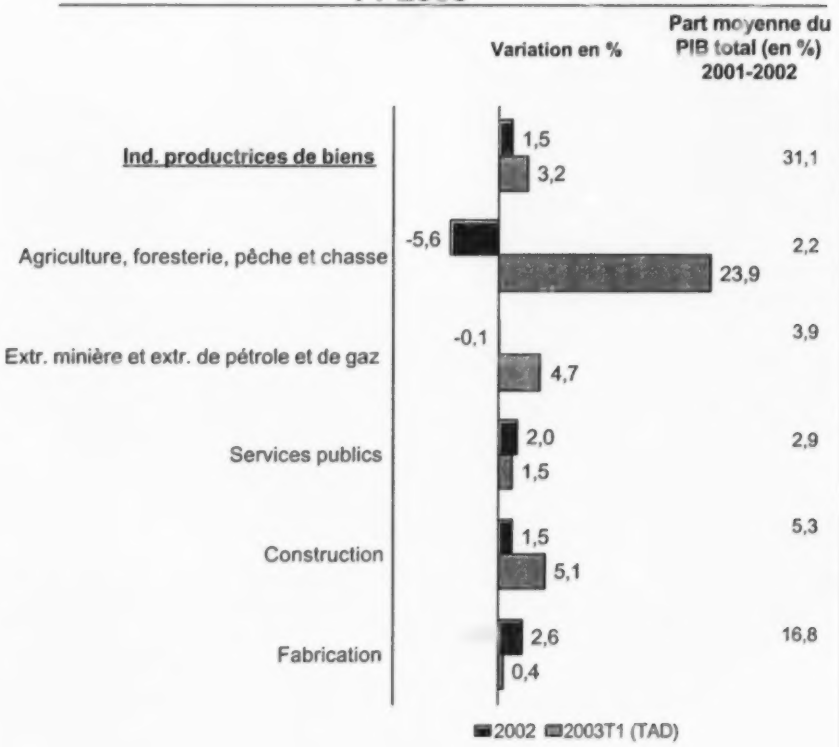
- **Comme les reculs enregistrés à la mi-trimestre ont été comblés à la fin de celui-ci, la production du secteur s'est établie à un niveau légèrement supérieur à celui de janvier.**

La crainte de pénuries (en raison du conflit appréhendé en Irak) a propulsé la croissance dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Le secteur a eu de très bons résultats avec des gains de 8,7 % (taux annuel) en mars et de 4,7 % pour le trimestre.

La construction de logements neufs poursuivant sur sa lancée, l'industrie de la construction a affiché une hausse de 5,3 % au premier trimestre.

La lente reprise de l'économie américaine et l'appréciation du dollar canadien freineront probablement la croissance à court terme du secteur de la fabrication.

Croissance du PIB réel par industrie : T1-2003



Source : Statistique Canada

E-1

Le commerce stimule la croissance du secteur des services

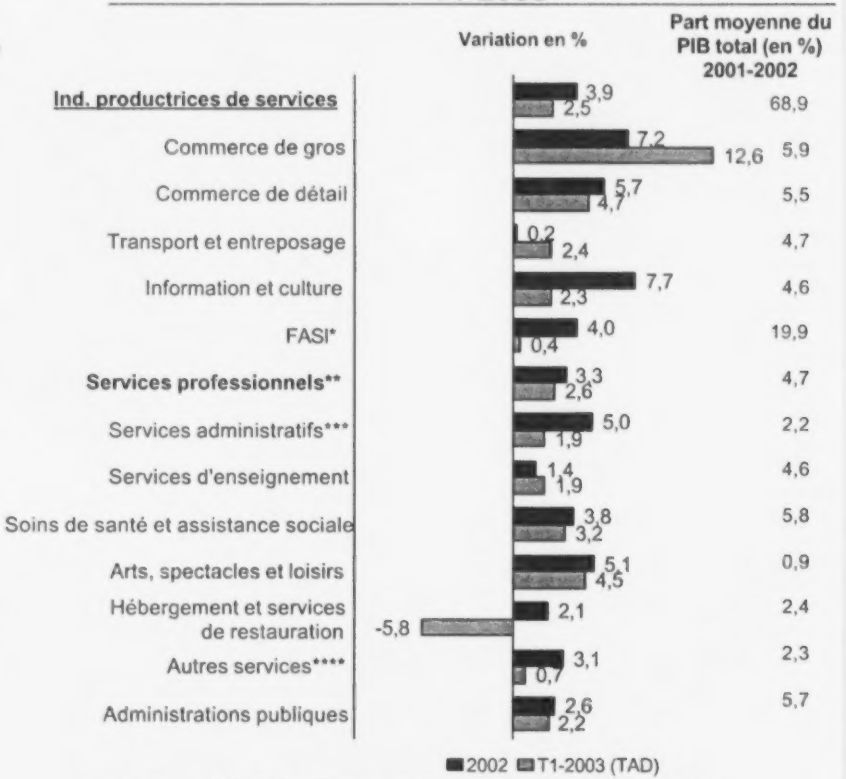
Au premier trimestre, les industries de services ont vu leur production augmenter de 2,5 % (taux annuel), soit à peu près la même chose qu'au trimestre précédent.

- **À l'exception de l'hébergement et de la restauration, toutes les industries ont affiché des gains de production au premier trimestre.**

- **Grâce à l'augmentation du revenu du travail et au faible coût des emprunts, le commerce a enregistré la plus forte hausse. Le commerce de gros est arrivé en tête avec une hausse de 12,6 %, et le commerce de détail a connu une avance de 4,7 %.**

- **Les soins de santé et l'assistance sociale ont affiché des gains importants (3,2 %), bien que ce soit les plus faibles depuis le quatrième trimestre de 2001.**

Croissance du PIB réel par industrie : T1-2003



* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises
** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques
*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
**** Sauf les administrations publiques

E-2

Source : Statistique Canada

Les bénéfices d'exploitation des entreprises poursuivent leur progression au premier trimestre

Les bénéfices sont montés en flèche au premier trimestre (+10,6 %), alimentés par la flambée des prix de l'énergie. Il s'agit de la cinquième hausse trimestrielle consécutive des bénéfices, qui ont diminué tout au long de 2001.

- **Dans l'industrie des combustibles minéraux, les bénéfices ont grimpé de 57,1 %, les prix du pétrole atteignant des niveaux inégalés depuis la guerre du Golfe en 1991.**

- **Dans le secteur de la fabrication, les bénéfices ont augmenté de 4,6 % après avoir perdu 2,2 % au quatrième trimestre. Néanmoins, seulement la moitié des industries de la fabrication ont enregistré des avances, principalement les industries des produits du pétrole et du charbon ainsi que des produits électroniques et des ordinateurs.**

Les bénéfices du secteur financier ont crû de 7,7 % au premier trimestre et ont atteint leur plus haut niveau depuis le troisième trimestre de 2001.

- **La hausse des bénéfices de l'industrie de l'intermédiation financière avec dépôt (principalement les banques à charte) est à l'origine du plus gros de l'avance enregistrée.**

- **L'industrie des fonds et autres instruments financiers a déclaré des pertes pour un quatrième trimestre de suite.**

Bénéfices d'exploitation des entreprises T1-2003

	Niveau T1-2003 (M$)	Différence T4-02-T1-03 (M$)	Différence T4-02-T1-03 (En %)	Différence T1-02-T1-03 (En %)
Total - Ensemble des industries	42 929	4 126	10,6	26,6
Total - Industries non financières	33 691	3 468	11,5	30,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	470	30	6,8	-8,2
Combustibles minéraux	6 242	2 268	57,1	150,6
Mines, sauf combustibles minéraux	41	-158	-79,4	-88,2
Services publics	799	94	13,3	-12,0
Construction	970	155	19,0	2,3
Industries manufacturières	10 421	457	4,6	20,1
Commerce de gros	2 995	372	14,2	28,1
Commerce de détail	2 466	128	5,5	30,2
Transport et entreposage	1 294	-132	-9,3	26,0
Ind. de l'information et ind. culturelle	1 834	102	5,9	-3,6
Imm., location et location à bail	3 356	50	1,5	32,4
Services professionnels et scientifiques	761	44	6,1	15,8
Gestion de sociétés	2 987	-3 254	-52,1	0,7
Autres services aux entreprises	474	27	6,0	27,4
Services d'enseignement	-25	-2	8,7	-13,8
Soins de santé et assistance sociale	556	-25	-4,3	18,6
Arts, spectacles et loisirs	145	25	20,8	20,8
Hébergement et restauration	421	-24	-5,4	-18,1
Autres services	473	58	14,0	159,9
Total - Industries financières	9 238	658	7,7	14,6
Intermédiation fin. (avec dépôt)	4 147	829	25,0	65,0
Intermédiation fin. (sans dépôt)	1 370	-55	-3,9	1,7
Assureurs	1 259	36	2,9	-1,9
Fonds et autres instruments fin.	-1 649	-262	18,9	-189,3
Autres intermédiaires financiers	2 462	-152	-5,8	-15,5

Source : Statistique Canada

Dans le secteur des services, l'emploi régresse en mai

Dans le secteur des services, on a recensé 15 000 emplois de moins en mai. Les reculs les plus importants ont été le fait des services communautaires, de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de location ainsi que des administrations publiques.

- **En 2003, la croissance de l'emploi (+69 000) dans le secteur des services est beaucoup plus faible qu'en 2002, où 353 000 emplois avaient été créés. La plupart des industries n'ont pas connu d'aussi bons résultats. Les industries des services aux entreprises et du transport ont même dû supprimer des emplois.**

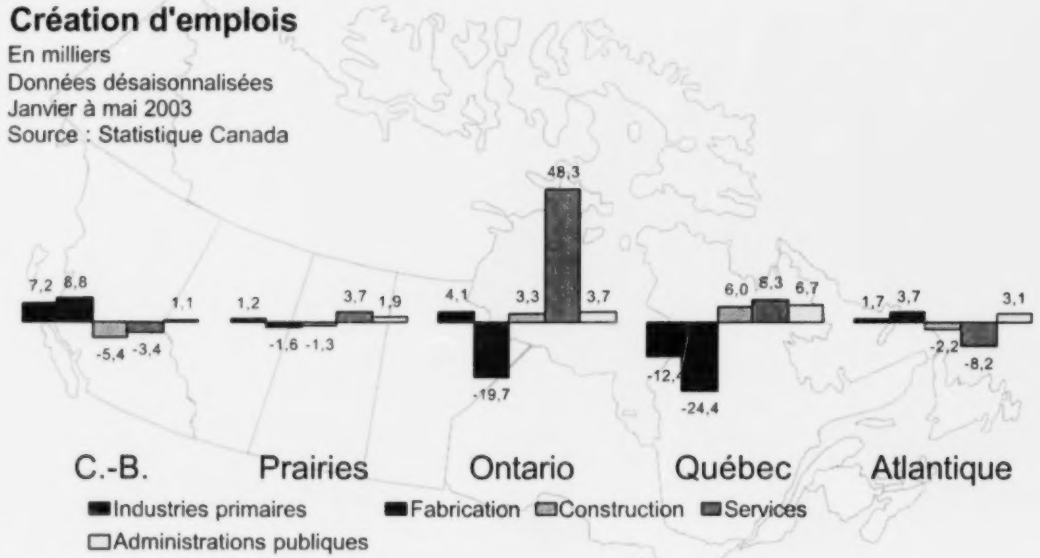
En mai, le secteur des biens a affiché une hausse de 2 000 emplois. Toutefois, pour les cinq premiers mois de 2003, il accuse une perte de 33 000 emplois. En mai, le nombre d'emplois de la fabrication a diminué (-3 000), ce qui porte à 41 000 le total d'emplois perdus depuis le début de 2003. Ce recul s'explique notamment par la faiblesse de l'économie américaine et la vigueur du dollar canadien.

Croissance de l'emploi par industrie

*FASI : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

Source : Statistique Canada

En 2003, les gains sont concentrés en Ontario



Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois diminue dans le secteur de la fabrication au Québec (-24 000), en Ontario (-20 000) et dans les Prairies (-2 000). Les provinces atlantiques et la Colombie-Britannique sont les seules provinces à connaître une hausse de l'emploi dans ce secteur. L'emploi dans le secteur primaire au Québec a été entraîné à la baisse par les pertes subies en agriculture. La construction a réduit ses effectifs dans toutes les régions, sauf au Québec et en Ontario.

Depuis le début de l'année, la hausse de l'emploi dans le secteur des services est entièrement attribuable à l'Ontario, au Québec et aux Prairies. Par ailleurs, le nombre d'emplois a augmenté dans les administrations publiques de toutes les régions.

Les règlements salariaux restent les mêmes, mais les salaires réels diminuent au premier trimestre

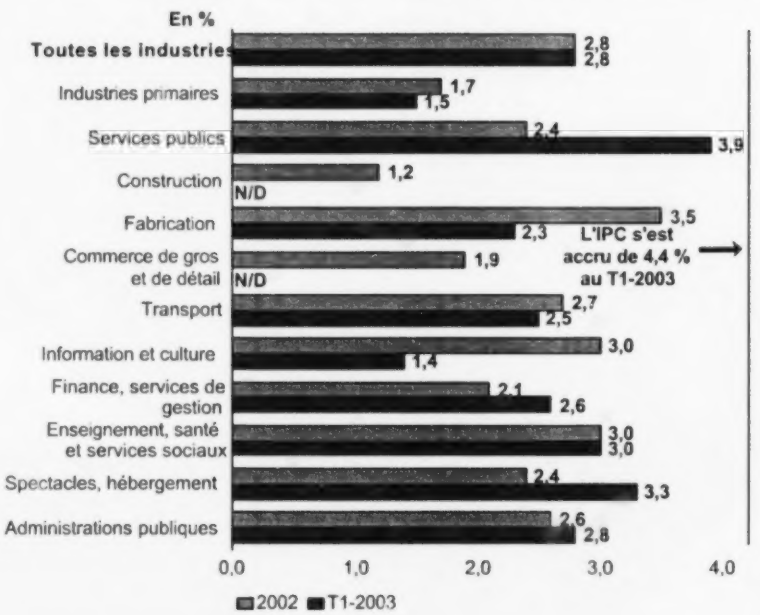
Les règlements salariaux se sont établis en moyenne à 2,8 % au premier trimestre de 2003 contre 3,3 % au trimestre précédent. Toutefois, comme l'inflation selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie en moyenne à 4,4 % (en raison surtout de la hausse des prix de l'énergie), les salaires réels ont reculé de 1,6 point de pourcentage.

- **Dans toutes les industries, les augmentations salariales ont été inférieures à l'inflation.**

- **Les règlements salariaux ont été plus importants dans l'industrie des services publics.**

Les règlements salariaux du secteur public (+2,9 %) ont été supérieurs à ceux du secteur privé (+2,3 %) au premier trimestre.

Règlements salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada

Le taux d'utilisation de la capacité se redresse légèrement au premier trimestre

Le taux d'utilisation de la capacité s'est accru de 0,3 point de pourcentage pour se situer à 82,8 % au premier trimestre de 2003. Sauf pour une légère baisse au trimestre précédent, le taux d'utilisation de la capacité n'a cessé de croître depuis le quatrième trimestre de 2001, où il avait atteint un creux de 80,4 %.

- **Malgré les mesures commerciales imposées par les États-Unis, le taux d'utilisation de la capacité de l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière a augmenté de 4,2 points de pourcentage pour se fixer à 83,5 %, soit son taux trimestriel le plus élevé en plus de deux ans. Le taux s'est également accru dans les industries de l'extraction pétrolière et gazière, de l'énergie électrique et de la construction.**

- **Dans le secteur de la fabrication, l'utilisation de la capacité est restée stable (84,1 %), après avoir légèrement fléchi au trimestre précédent. Elle s'est repliée dans 12 groupes industriels sur 21, l'industrie des produits du pétrole et du charbon enregistrant les plus importants reculs. Grâce à la vigueur du marché du logement, le taux d'utilisation de la capacité de l'industrie des produits du bois est passé à 99,2 %, soit son plus haut niveau de l'histoire.**

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %) T1-2003	Variation (en %) T/T	Variation (en %) A/A	Moyenne sur 10 ans
Total - industries	82,8	0,3	1,2	82,6
Foresterie et exploitation forestière	83,5	4,2	14,2	80,3
Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz	72,4	0,9	-0,5	78,2
Énergie électrique *	89,1	0,5	1,5	84,2
Construction	84,7	0,6	-0,9	82,3
Total - fabrication	84,1	0,0	1,9	83,7
Aliments	80,6	-0,1	-1,8	80,7
Boissons et produits du tabac	77,4	-0,5	-3,6	80,9
Usines de textiles	74,4	-0,4	-3,4	81,7**
Usines de produits textiles	77,1	-2,0	0,8	79,3**
Fabrication de vêtements	82,9	-2,3	4,0	82,8
Produits en cuir et produits analogues	67,1	-0,8	-5,6	74,3
Produits en bois	99,2	0,6	11,5	87,3
Papier	93,5	0,6	7,0	90,3
Impression et activités connexes de soutien	71,3	1,1	-2,8	77,7
Produits du pétrole et du charbon	92,2	-3,0	-4,6	92,6
Produits chimiques	84,2	0,1	5,2	82,5
Produits en caoutchouc et en plastique	89,1	0,5	1,7	84,4
Produits minéraux non métalliques	89,4	3,3	6,5	79,1
Première transformation des métaux	93,6	0,1	4,1	90,5
Fabrication de produits métalliques	85,7	1,9	4,0	80,9
Machines	80,7	-0,9	2,8	81,2
Produits informatiques et électroniques	62,7	-2,1	-5,8	79,8
Matériel électrique	73,6	0,8	1,5	83,4
Matériel de transport	88,0	-0,4	0,5	85,9
Meubles et de produits connexes	82,1	-0,2	0,7	81,5
Activités diverses de fabrication	83,6	-0,6	2,8	82,4

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique.
** Selon les données disponibles entre le T1 de 1997 et le T1 de 2003.

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

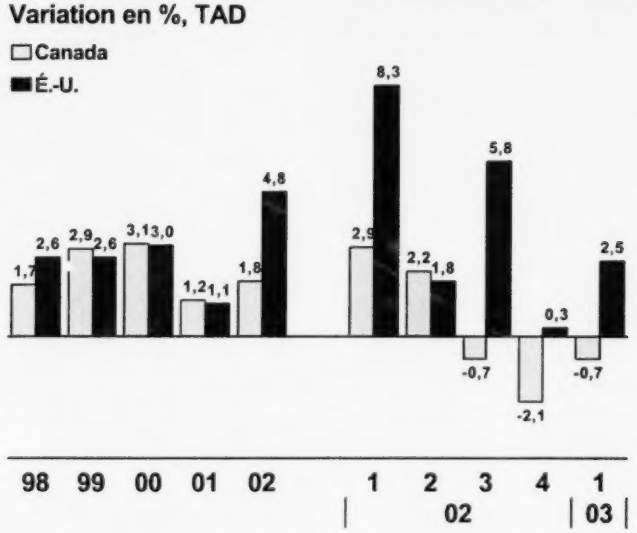
Productivité et compétitivité

La productivité du travail diminue...

La productivité du travail du secteur des entreprises a enregistré son troisième repli consécutif (-0,7 %) au premier trimestre, en glissement annuel, résultat d'une plus forte augmentation du nombre d'heures travaillées (2,5 %) que de la production (1,9 %). Il s'agit de la plus longue série de reculs enregistrés depuis la récession du début des années 90.

Aux États-Unis, la productivité du travail du secteur des entreprises s'est accrue de 2,5 % au premier trimestre, étant donné que la production a progressé (+2,0 %) et que le nombre d'heures travaillées a diminué (-0,5 %).

Croissance de la productivité



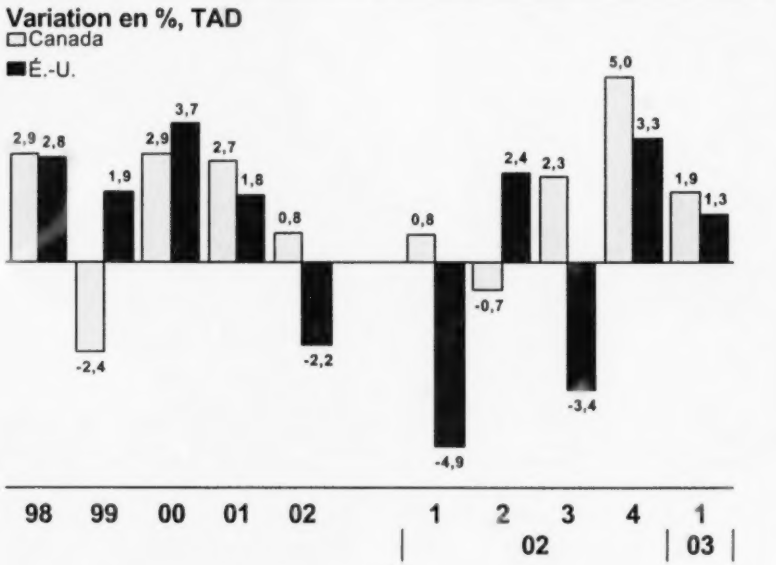
Source : Calculs d'Industrie Canada

...ce qui fait monter les coûts unitaires de main-d'oeuvre...

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes se sont accrus de 1,9 % au premier trimestre, sous l'effet de la hausse des salaires horaires (1,3 %) et de la diminution de la productivité du travail.

Aux États-Unis, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont progressé de 1,3 % au premier trimestre, étant donné que la rémunération horaire a augmenté davantage (3,8 %) que la productivité du travail (2,5 %).

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



*Pour le secteur des entreprises.

Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

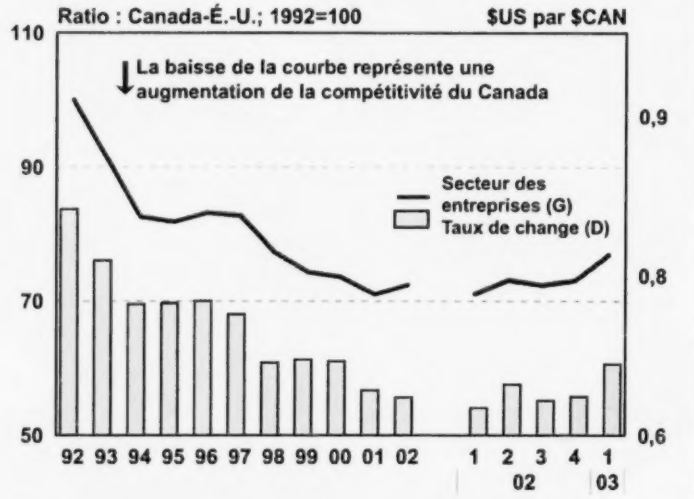
F-2

...et atténue la compétitivité des entreprises canadiennes

Au premier trimestre, la compétitivité des entreprises canadiennes par rapport à celle des entreprises américaines s'est détériorée, dans le sillage de la hausse du dollar et de la baisse de la productivité du travail au Canada.

- **Exprimés en dollars américains, les coûts unitaires de main-d'oeuvre se sont accrus de 7,8 % au Canada contre 0,9 % aux États-Unis.**

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Scène canadienne

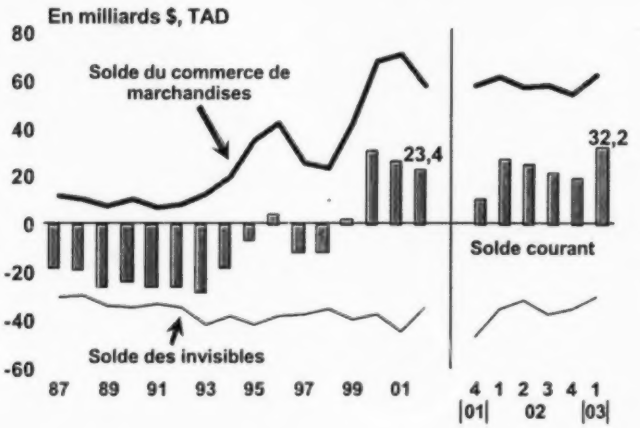
Comptes internationaux

L'excédent au compte courant du Canada est le plus élevé en sept trimestres...

Au premier trimestre, l'excédent au compte courant du Canada a augmenté de 3,2 milliards de dollars pour s'établir à 8,0 milliards (32,2 milliards, taux annuel), grâce à la légère hausse des exportations et à la baisse des importations, qui ont favorisé le solde du commerce des marchandises.

En 2002, l'excédent au compte courant a fléchi, passant à 23,4 milliards de dollars par rapport à 26,9 milliards en 2001. L'excédent au chapitre du commerce des marchandises a perdu 13,1 milliards de dollars en raison de la baisse des exportations et de la hausse des importations. Le déficit au chapitre des revenus de placements est passé de 37,3 milliards de dollars en 2001 à 27,5 milliards en 2002, tandis que le déficit au chapitre des services a reculé de 61 millions de dollars.

Solde courant et soldes commerciaux



Le solde du commerce de marchandises représente les exportations nettes de marchandises.

Le solde des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

G-1

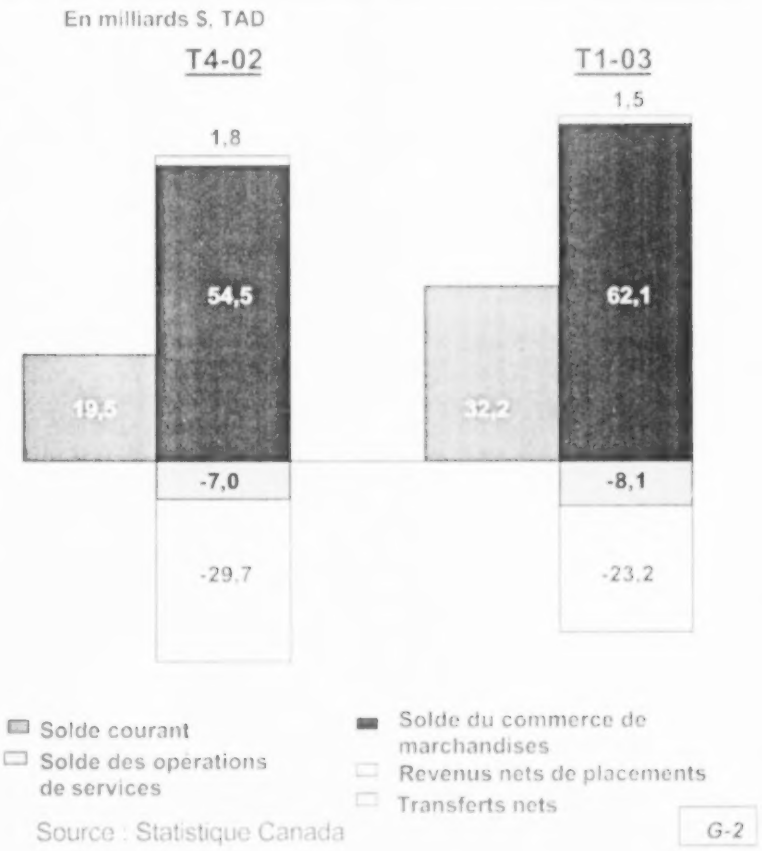
...ce qui témoigne du redressement des soldes du commerce de marchandises et des revenus de placements

L'excédent au chapitre du commerce de marchandises s'est accru de 1,9 milliard de dollars pour s'établir à 15,5 milliards (62,1 milliards, taux annuel) au premier trimestre, étant donné que les exportations ont augmenté sous l'effet de la hausse de la valeur des exportations d'énergie attribuable aux prix plus élevés. Par ailleurs, les importations ont reculé à cause de la baisse des importations de machines et de matériel et de produits automobiles. Toutefois, en avril, l'excédent s'est replié de 1,2 milliard de dollars, soit le plus grave recul depuis juin 2002.

Le déficit au chapitre des revenus de placements a fléchi de 1,6 milliard de dollars pour se fixer à 5,8 milliards (23,2 milliards, taux annuel), à cause de la baisse de 1,1 milliard de dollars du déficit au chapitre des investissements directs.

Le déficit relatif aux services s'est creusé de 0,3 milliard de dollars pour passer à 2,0 milliards (8,1 milliards, taux annuel) au premier trimestre. La hausse est imputable aux services de voyage et aux services commerciaux, puisque le déficit au chapitre des services du transport a diminué.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

G-2

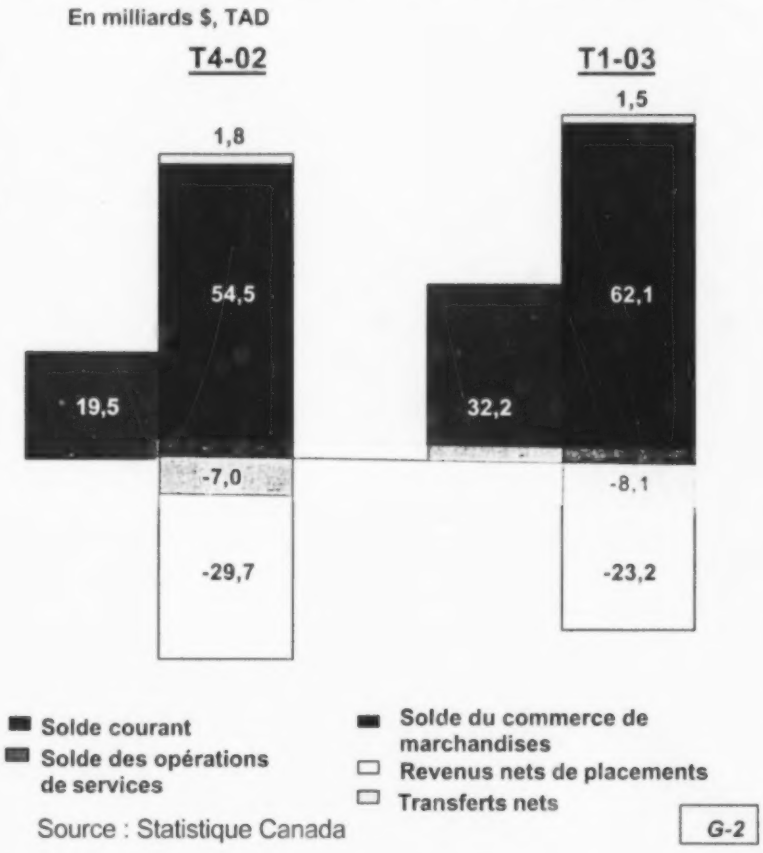
...ce qui témoigne du redressement des soldes du commerce de marchandises et des revenus de placements

L'excédent au chapitre du commerce de marchandises s'est accru de 1,9 milliard de dollars pour s'établir à 15,5 milliards (62,1 milliards, taux annuel) au premier trimestre, étant donné que les exportations ont augmenté sous l'effet de la hausse de la valeur des exportations d'énergie attribuable aux prix plus élevés. Par ailleurs, les importations ont reculé à cause de la baisse des importations de machines et de matériel et de produits automobiles. Toutefois, en avril, l'excédent s'est replié de 1,2 milliard de dollars, soit le plus grave recul depuis juin 2002.

Le déficit au chapitre des revenus de placements a fléchi de 1,6 milliard de dollars pour se fixer à 5,8 milliards (23,2 milliards, taux annuel), à cause de la baisse de 1,1 milliard de dollars du déficit au chapitre des investissements directs.

Le déficit relatif aux services s'est creusé de 0,3 milliard de dollars pour passer à 2,0 milliards (8,1 milliards, taux annuel) au premier trimestre. La hausse est imputable aux services de voyage et aux services commerciaux, puisque le déficit au chapitre des services du transport a diminué.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

G-2

Les exportations de marchandises se redressent légèrement à la faveur des prix plus élevés de l'énergie au premier trimestre...

Au premier trimestre, les exportations de marchandises ont augmenté de 0,6 %, après avoir reculé de 1,0 % au quatrième trimestre de 2002. La hausse des prix des exportations a gonflé de 3,1 milliards de dollars la valeur des exportations d'énergie, celle-ci passant à 17,8 milliards. La hausse des exportations d'énergie est supérieure à la hausse globale.

- **Les exportations de produits automobiles, de machines et de matériel, de biens industriels ainsi que de produits forestiers et agricoles ont diminué.**

Toutefois, en avril, les exportations ont reculé de 4,5 % pour passer à 33,7 milliards, soit la plus grande diminution en plus de deux ans, dans le sillage surtout de la baisse de 18,6 % des exportations d'énergie. Seules les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont augmenté (+0,6 %). Les exportations destinées à la plupart des régions ont reculé, sauf celles destinées aux autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (+7,0 %) et au Japon (+3,6 %).

Exportations de marchandises, janvier à avril 2003

	En milliards $	Variation en %, janv.-avril/02 - janv.-avril/03
Total	138,5	1,8
Par partenaire commercial		
É.-U.	115,3	1,1
Japon	3,6	12,7
UE	8,0	2,6
Tous les autres	11,7	4,8
Par principal produit		
Produits de l'agriculture et de la pêche	10,0	-3,8
Produits énergétiques	23,2	62,7
Produits de la forêt	11,4	-11,3
Produits et matériaux industriels	22,4	-3,4
Machines et matériel	31,3	-4,1
Produits automobiles	29,9	-6,9
Autres biens de consommation	5,8	-1,2

Source : Statistique Canada

G-3

...alors que les importations diminuent

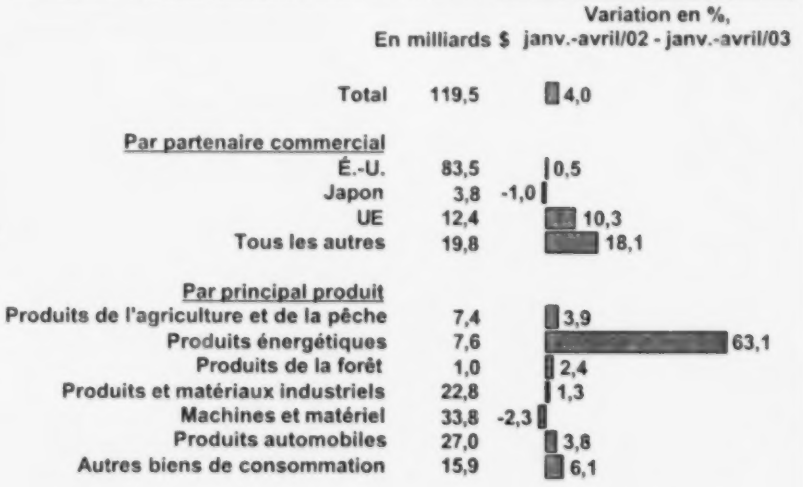
Au premier trimestre, les importations de marchandises étaient inférieures de 1,3 milliard de dollars à celles du quatrième trimestre, où elles avaient diminué de 0,2 milliard.

- **La baisse des importations de machines et de matériel ainsi que de produits automobiles a plus que compensé l'augmentation de la valeur des importations de produits énergétiques et agricoles.**

En avril, les importations de marchandises se sont repliées (-1,3 %) en raison de la baisse des importations de machines et de matériel (-3,6 %), de produits automobiles (-2,6 %), de biens et de matériaux industriels (-2,3 %) et de produits forestiers (-1,5 %). La hausse la plus forte a été le fait des produits énergétiques (+6,4 %).

Les importations provenant de toutes les régions sont en baisse, à l'exception de celles provenant d'autres pays de l'OCDE (+3,4 %). Les plus grands reculs sont le fait des importations provenant du Japon (-8,2 %) et de l'Union européenne (-4,7 %).

Importations de marchandises, janvier à avril 2003



Source : Statistique Canada

Au premier trimestre, les investisseurs préfèrent les obligations

Au premier trimestre, les Canadiens ont investi 24,5 milliards de dollars à l'étranger, tandis que les étrangers ont investi 26,3 milliards au Canada.

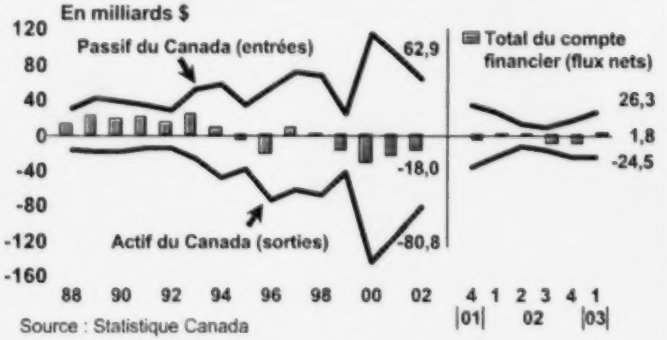
Investissements directs

À 5,6 milliards de dollars, les investissements directs du Canada à l'étranger ont été inférieurs de 10,6 milliards à ceux enregistrés au quatrième trimestre. Des investissements étrangers d'une valeur de 3,1 milliards de dollars sont entrés au Canada, somme qui s'ajoute aux 5,6 milliards enregistrés au quatrième trimestre. La presque totalité des investissements, des deux côtés de la frontière, a été destinée aux fonds de roulement des sociétés affiliées et très peu est allé aux acquisitions.

Investissements de portefeuille

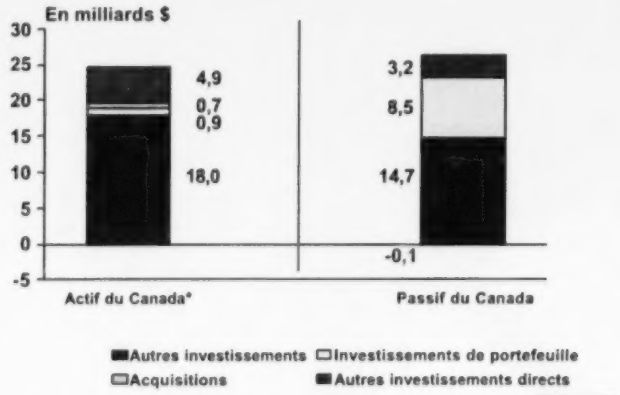
La demande de titres étrangers s'est repliée, les investisseurs des deux côtés de la frontière préférant le marché obligataire. Les Canadiens ont investi 3,6 milliards de dollars en obligations étrangères, soit davantage que pour l'ensemble de 2002. De ces investissements, 60 % sont allés outre-mer. Les investisseurs étrangers ont acheté pour 9,9 milliards d'obligations canadiennes, principalement des obligations du gouvernement fédéral libellées en dollars canadiens. Les investissements étrangers dans des titres canadiens se sont élevés à 8,5 milliards de dollars contre 9,3 milliards au trimestre précédent. Les investissements canadiens dans des titres étrangers ont aussi diminué, passant de 2,9 milliards de dollars à 0,9 milliard.

Compte financier (flux nets)



Source : Statistique Canada

Composantes du compte financier, T1-2003



*Signes renversés de la balance des paiements
Source : Statistique Canada

G-5

Scène canadienne

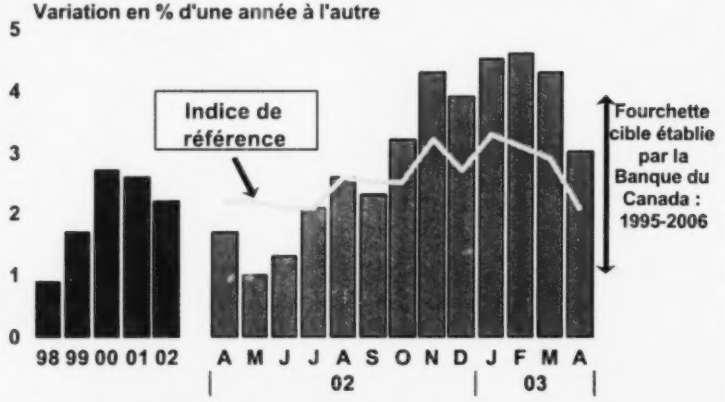
Mouvements des prix

Le taux d'inflation atteint un creux inégalé en sept mois...

La variation d'une année à l'autre de l'Indice des prix à la consommation (IPC) est passée de 4,3 % en mars à 3,0 % en avril, en raison surtout d'une hausse plus faible des prix de l'essence comparativement à mars et d'une baisse marquée des prix de l'électricité à cause des rabais accordés sur les tarifs d'électricité en Ontario.

L'inflation mesurée par l'indice de référence, lequel exclut les composantes les plus volatiles de l'IPC global et les impôts indirects et sert de cible aux fins de la politique monétaire, est passée de 2,9 % à 2,1 %, soit près du point médian (2 %) de la fourchette cible.

Indice des prix à la consommation



En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également décidé d'adopter une mesure plus fine de l'inflation tendancielle, établie selon l'indice de référence.

Sont exclus de l'indice de référence, les fruits, les préparations de fruits et les noix, les légumes et les préparations de légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects.

Source : Statistique Canada et Banque du Canada

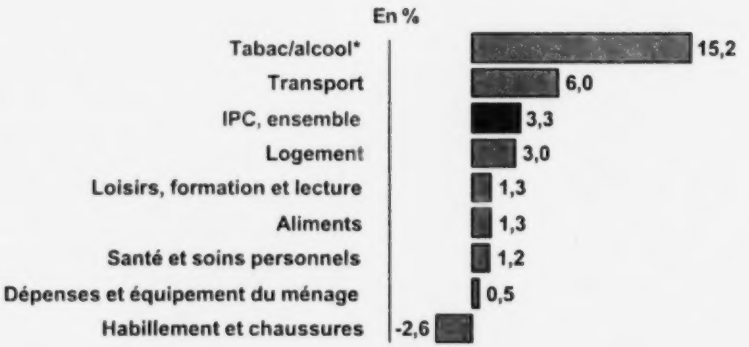
...puisque toutes les grandes composantes de l'IPC augmentent moins qu'au mois précédent

En avril, les huit grandes composantes de l'IPC ont enregistré des hausses moins importantes qu'en mars. Outre les prix du transport et du logement, ceux des produits du tabac et des boissons alcoolisées ont exercé une forte pression baissière.

La composante tabac et alcool a vivement progressé entre mars et juillet de l'année dernière à cause des taxes sur les cigarettes. En raison de ces fortes hausses, la variation d'une année à l'autre est moins grande cette année.

Composantes de l'IPC : avril 2003

Variation des prix d'une année à l'autre



*Les majorations de taxes fédérale et provinciales sur les ventes de cigarettes qui sont entrées en vigueur entre novembre 2001 et juillet 2002 ont fait grimper l'indice des prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées bien au-dessus de son niveau précédent. D'une année à l'autre, l'indice a progressé en moyenne de 16,9 % depuis novembre 2001, et il est aujourd'hui inférieur au sommet atteint en octobre 2002, soit 22,8 %.

Source : Statistique Canada

La chute des prix du pétrole modère la majoration des prix des matières premières et des prix à la production

Les prix des produits industriels — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — ont diminué de 1,4 % par rapport à mars à cause de la chute des prix du pétrole et du raffermissement du dollar canadien*.

- **En glissement annuel, les prix ont fléchi de 0,1 % en avril après avoir connu huit hausses d'une année à l'autre variant de 0,6 % à 2,8 %.**

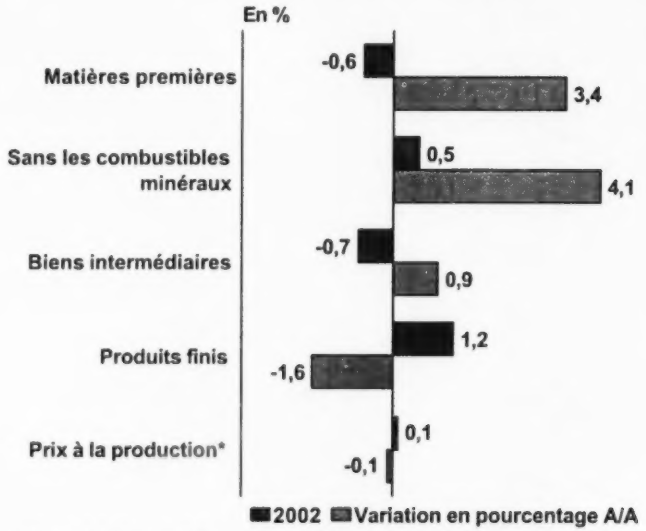
- **Principalement à l'origine de cette baisse d'une année à l'autre sont les prix des véhicules automobiles et du bois-d'oeuvre, alors que les prix du pétrole ont beaucoup augmenté par rapport à l'an dernier.**

Les prix des matières premières ont reculé de 10,3 % par rapport à leur sommet de février, en raison surtout de la forte baisse des prix du pétrole brut.

- **Ainsi, la variation d'une année à l'autre s'est établie à 3,4 % contre une moyenne de 16,6 % aux six mois précédents.**

- **L'indice des prix qui exclut les combustibles minéraux s'est aussi replié par rapport au sommet atteint en février à cause de la diminution des prix des métaux.**

Chaîne de prix - avril 2003



* L'appréciation du dollar canadien s'est traduite par une diminution sensible des prix des exportations canadiennes libellées en dollars américains – particulièrement les véhicules automobiles, les pâtes et papiers et les produits du bois – ce qui a eu pour effet d'atténuer l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) en avril et comparativement à l'an dernier. Si l'on exclut l'effet du taux de change, l'IPPI aurait diminué de 0,8 % au lieu de 1,4 %, d'un mois à l'autre, et il aurait augmenté de 2,4 % au lieu de diminuer de 0,1 % d'une année à l'autre.

H-3

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Variables financières

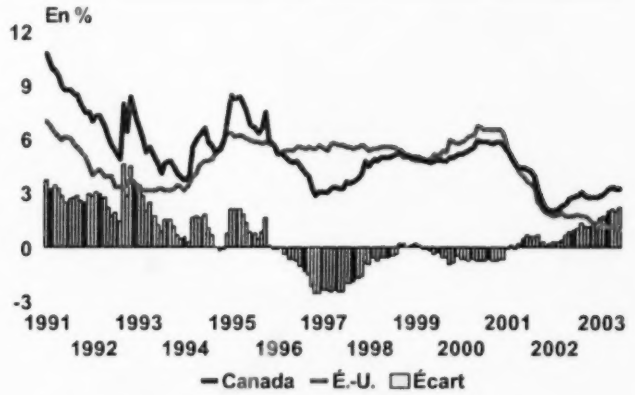
Les banques centrales nord-américaines ne modifient pas leurs taux d'intérêt

Le 3 juin, la Banque du Canada n'a pas modifié son taux directeur en raison de la diminution de l'inflation et du ralentissement de l'activité économique, provoqués par le SRAS, la faiblesse de la demande américaine et l'appréciation de la devise canadienne. En mars et en avril, elle avait appliqué deux majorations pour un total de 50 points de base. La Banque estime que l'inflation reviendra à la cible de 2 % un peu plus tôt que prévu, et elle a fait savoir qu'elle surveillera de près l'effet de contraction qu'une devise plus forte peut avoir sur l'économie (voir l'encadré).

Après avoir gardé intact son taux des fonds fédéraux le 6 mai, soit 1,25 %, la Réserve fédérale américaine a décidé de le réduire le 25 juin, le faisant passer à 1,0 %. Elle a indiqué que les signes d'une croissance soutenue de l'économie ne sont pas encore probants.

L'écart entre les taux du papier commercial à 90 jours au Canada et aux États-Unis était de 225 points de base, le 11 juin, par rapport à 150 points de base à la fin de 2002.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 11 juin 2003

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du moi.
Site Web de la Banque du Canada.

Indice des conditions monétaires (ICM)

L'une des grandes variables monétaires que surveille la Banque du Canada est l'Indice des conditions monétaires (ICM). Il s'agit de la somme pondérée des variations qu'enregistrent les taux d'intérêt à court terme, dont le poids représente deux tiers, et des variations du taux de change pondéré en fonction des échanges entre le Canada et ses six principaux partenaires commerciaux, dont le poids représente un tiers. Comme le taux du papier commercial à 90 jours a augmenté d'environ 46 points de base depuis décembre et que l'indice C-6 est en hausse de 10,8 %, l'ICM a progressé de 4,1 points, ce qui est synonyme d'une importante réduction du degré de détente monétaire. Pour la période, la majoration du taux de change est à l'origine de plus de 85 % de la hausse de l'ICM.

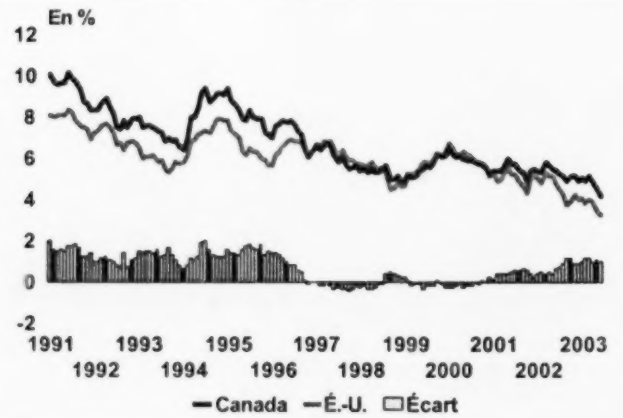
Les prix des obligations augmentent malgré le retour des investisseurs au marché des actions

Les rendements des obligations à long terme sont en chute libre depuis mars, en raison des prévisions d'une lente relance et d'une baisse de l'inflation. Aux États-Unis, la perspective d'une hausse du déficit financier et de la dette du gouvernement a atténué la baisse des rendements des obligations du Trésor.

- **Le 11 juin, le rendement des obligations canadiennes à dix ans a baissé pour passer à 4,2 %, soit plus de 100 points de base de moins que le sommet enregistré à la fin de mars.**

- **L'écart entre les rendements des obligations à dix ans au Canada et aux États-Unis s'est fixé à 97 points de base, le 11 juin, par rapport à 93 points de base à la fin de 2002.**

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 11 juin 2003.

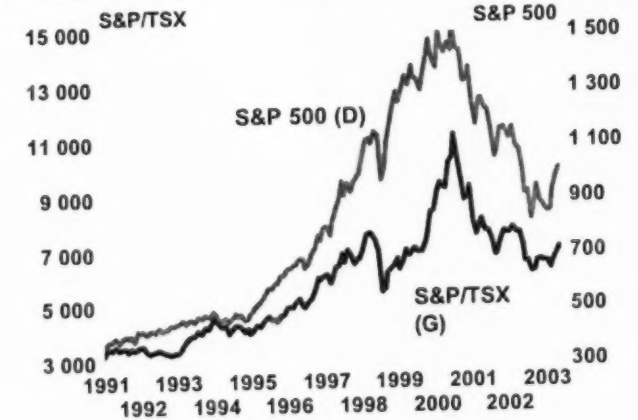
Source : Banque du Canada, obligation à dix ans du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois.

À mesure que le climat d'incertitude se dissipe, les marchés boursiers récupèrent une partie de leurs pertes

Les marchés boursiers nord-américains se sont fortement redressés par rapport aux creux atteints au début de mars. L'incertitude créée par la guerre s'étant dissipée ces derniers mois, les investisseurs sont retournés au marché des actions qui offrent des rendements relativement intéressants comparativement aux autres titres.

- **Ainsi, l'indice S&P/TSX a gagné plus de 800 points (14 %) par rapport à son creux de mars, et s'est établi à 7 101 points le 11 juin. De son côté, le S&P 500 a gagné près de 200 points (25 %) pour se fixer à 998 points.**

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 11 juin 2003.

Le 1er mai, le plus important indice boursier du Canada a été renommé Standard & Poor/Toronto Stock Exchange (S&P/TSX).

Source : Statistique Canada

Le dollar canadien atteint un sommet inégalé depuis février 1997

La perte de faveur du dollar américain à l'échelle mondiale prend de plus en plus d'ampleur depuis quelques semaines. Le huard s'est hissé à 74,0 cents US, le 11 juin, 17 % de plus que le niveau enregistré à la fin de 2002, soit 63,4 cents US.

- **L'affaiblissement de la devise américaine et l'accroissement de l'écart entre les taux d'intérêt en faveur des avoirs canadiens sont, en grande partie, à l'origine de cet essor. De plus, l'important déficit au compte courant des États-Unis continuera de peser lourd sur le billet vert.**

Taux de change Canada-É.-U.

Dernières données du graphique : le 11 juin 2003.

Source : Banque du Canada

Scène canadienne

Finances publiques

Le budget de 2002-2003 devrait être équilibré ou excédentaire

En 2001-2002, les rajustements de fin d'exercice et les répercussions de la comptabilité d'exercice intégrale ont eu pour effet de ramener de 14,7 à 8,2 milliards de dollars l'excédent budgétaire pour avril 2001 à mars 2002. Compte tenu de ces facteurs, les résultats à ce jour sont conformes aux résultats prévus dans le budget de 2003, soit un budget équilibré ou excédentaire pour 2002-2003. Les résultats finaux pour 2002-2003 seront publiés à l'automne 2003.

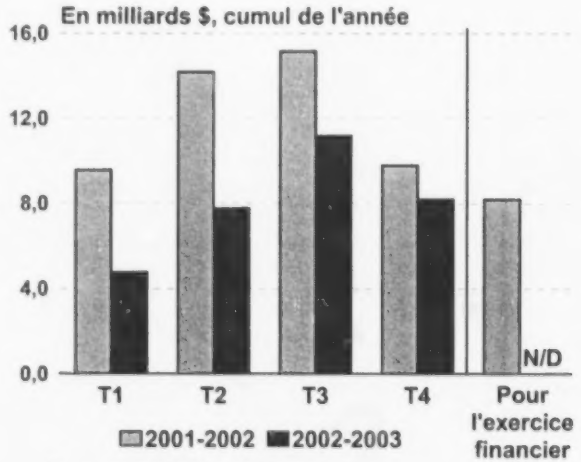
Pour la période d'avril 2002 à mars 2003, les prévisions indiquaient un excédent budgétaire de 10,4 milliards de dollars, soit 4,3 milliards de moins que l'excédent de 14,7 milliards déclaré pour la même période en 2001-2002.

- **Cette diminution de l'excédent, d'une année à l'autre, est largement attribuable à la faiblesse du marché boursier en 2001, laquelle s'est traduite par des remboursements d'impôt plus élevés et des règlements perçus plus faibles en avril et en mai 2002, ainsi que par des remboursements d'impôt sur les bénéfices des sociétés plus élevés et des règlements finaux reçus moins élevés, étant donné que les sociétés ont appliqué les pertes subies en 2001 au montant d'impôt payé les années précédentes ou à ceux qui étaient dus en 2002.**

Outre la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador, les provinces prévoient avoir soit un budget équilibré, soit un excédent pour 2002-2003, tandis que les trois territoires prévoient enregistrer un déficit.

***Selon la comptabilité d'exercice intégrale, on constate les dépenses et les recettes dans l'année au cours de laquelle elles sont utilisées ou produisent une incidence économique (pas dans l'année au cours de laquelle les paiements en espèces sont versés ou les recettes, perçues). Le gouvernement s'apprêtait à prendre ce virage depuis 1999. Pour obtenir plus de détails, il suffit de consulter l'annexe 6 du Plan budgétaire de 2003 à l'adresse suivante : http://www.fin.gc.ca/budtocf/2003/budlistf.htm.**

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre : François Poitras
Directeur par intérim
Analyse micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen, pièce 540G
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

par courrier électronique : poitras.francois@ic.gc.ca
par téléphone : (613) 957-3404
ou par fax : (613) 952-1936

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le Moniteur micro-économique présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme aussi, à l'occasion, des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.
Le présent numéro du Moniteur a été préparé à l'aide des données connues au 17 juin 2003.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Poitras, François Rimbaud et Patrick Taylor, sous la direction de François Poitras. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-2618